



VILLE DE MELUN

**ARRETE MUNICIPAL n° 2024.491 du 16/04/2024**

**OBJET** : Arrêté portant autorisation de travaux pour l'établissement Cité Administrative L2. Bâtiments A et B sis 20, quai Hippolyte Rossignol - 77000 MELUN

**LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.122-3 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.165-1 et suivants et R.122-7 à R.122-21;

VU l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU l'ordonnance n°2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre 1<sup>er</sup> du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi que ses décrets d'application ;

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

VU le décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral n°95-08-CAB-SIACEDPC du 6 juillet 1995 modifié portant création de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/005/DSCS/SIDPC du 4 février 2015 portant organisation du contrôle des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur en matière d'accessibilité et de protection contre les risques d'incendie et de panique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/008/DSCS/SIDPC du 10 février 2015 portant organisation de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public sous le numéro AT 077 288 23 H1263 déposée le 21 décembre 2023 par l'exploitant de l'établissement Cité Administrative L2. Bâtiments A et B sis 20, quai

Hippolyte Rossignol – 77000 MELUN ;

VU le courrier de la sous-commission départementale pour l'accessibilité à Monsieur le Maire de Melun en date du 09 janvier 2024 l'informant que la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier au titre des établissements recevant du public n° AT 077 288 23 H1263 ne relève pas de la compétence de la sous-commission d'accessibilité au motif que les travaux ne concernent uniquement des aménagements de sécurité ou des espaces ne recevant pas de public ;

VU l'extrait du procès-verbal n° 2024.05 (affaire n° 02) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 23 février 2024 ;

VU l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission départementale ERP-IGH pour la sécurité de l'arrondissement de Melun du 23 février 2024 ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'exploitant est autorisé à effectuer les travaux d'aménagement intérieur de l'établissement Centre de Radiothérapie de Seine-et-Marne sis 272, avenue Marc Jacquet – 77000 MELUN

**Article 2** – Les prescriptions mentionnées dans le procès-verbal n° 2024.05 (affaire n° 02) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 23 février 2024 devront être levées.

**Article 3** – La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions relatives à la réglementation en vigueur en matière d'urbanisme et d'urbanisme commercial.

Il appartient au bénéficiaire de veiller au respect des autres réglementations en vigueur et des règles de droit privé.

**Article 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Article 5** - Le présent arrêté est notifié à l'exploitant de l'établissement. Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun pour ce qui le concerne :

- au Préfet du Département de Seine-et-Marne, par le biais du logiciel Airs Delib ;
- au Commissaire Central de Police de Melun,
- au Colonel de la Brigade de Gendarmerie de Melun.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

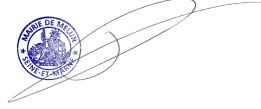
077-217702885-20240401-176250-AI-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2024  
Publication :

Fait à Melun, le 16/04/2024

Le Maire,

A blue circular official stamp of the Melun town hall is partially obscured by a handwritten signature in blue ink.

Kadir MEBAREK,